

de bombe atomique. De 1941 à 1943, Sophie Deroisin vécut au Cap de Bonne-Espérance que, parlant couramment anglais, elle appelait « Capetown ». Elle le surnomma affectueusement « le cap des tourments » en 1955 dans un recueil de nouvelles (*Cap des Tourments, nouvelles sud-africaines : Six Pence, Le Père, Poker, Penny, Corps et Biens*, Bruxelles, 1955), ou « la taverne des sept mers » dans ses *Carnets de guerre* (Bruxelles, 1976).

Sophie Deroisin entra naturellement en Résistance contre le fascisme et le nazisme. Mais, toute sa vie, elle tint à distinguer d'Hitler et de ses sbires le peuple allemand, qu'elle aimait et dont elle parlait aussi la langue. Jusqu'à sa mort, elle espéra faire jouer une pièce de théâtre, *La Chapelle noire* (1944), un drame évoquant (sous son nom de guerre allemand, *Schwarze Kapelle*) un des complots de l'armée allemande contre Hitler, celui du colonel Claus von Stauffenberg. Ses petits-enfants en gardent le manuscrit inachevé. Après la guerre, elle rencontra souvent Werner Kiewitz, le représentant d'Hitler auprès du roi Léopold III. Kiewitz l'appelait « ma Prussienne d'honneur » et lui apprenait à monter à cheval.

C'est au galop, dès lors, qu'elle parcourut l'Europe centrale à la recherche d'un « Belge », Européen avant la lettre, qui l'émerveilla : Charles-Joseph, le prince de Ligne. Il en sortit une biographie cavalière et magistrale, qui ravit Paul Morand et lui assura la renommée dans les lettres françaises (*Le Prince de Ligne*, Bruxelles, 1965). Dans le portrait que Sophie Deroisin peint de son héros, c'est aussi elle-même que l'on reconnaît : comme lui, c'est un esprit ailé, aérien, fou de ses proches et amis, de ses ancêtres et de toutes ses familles, d'enfants et de jeunesse, de jardins et de saisons. Chrétienne enthousiaste et originale, elle détestait les sermons idiots et la langue de bois béni. Ne tenant pas en place, elle aimait qu'on l'appelle « puceron », comme l'avaient fait ses aînés. Ses deux petits-enfants avaient droit à un livre par mois à la librairie Libris à Bruxelles, où on les surnommait « les petits Deroisin ». Elle leur racontait volontiers les histoires (parfois drôles !) de son enfance persécutée par sa mère et les domestiques. Olga peut encore imiter la voix du perroquet du grand-père de Sophie lorsqu'il criait à tort et à travers : « Céline, ma bouillotte ! »

Ses sandales de vent l'emportèrent enfin à la recherche de Fédor Dostoïevski et des brumes slaves, à l'opposé des Lumières ; car elle était curieuse de tout et de son contraire.

Lyrique, elle aimait le drame et l'épopée ; jamais dupe, elle aimait aussi s'en moquer : partout, elle « jetait un œil torve », et faisait « des propositions louches », pour rire.

« Fémininissime » mais antiféministe, européenne et universaliste passionnée, Sophie Deroisin passionnait. Elle écrivait, elle parlait bien. Elle lisait, elle écoutait mieux encore. Sans doute trouve-t-on là la clé du succès de ses biographies comme de ses récits de rencontres et de voyages.

Son œuvre exalte la liberté et la dignité humaines. Elle est tonique et bienfaisante : « Emerson disait que les livres n'ont qu'une seule fonction : inspirer. On ne saurait mieux résumer la vertu de celui-ci » (Simon Leys, préface à la réédition du *Prince de Ligne*, Bruxelles, 2006).

Sophie Deroisin était membre de l'Académie royale de langue et de littérature françaises de Belgique et de Scriptorum Christiani, association des écrivains chrétiens dont elle fut également vice-présidente. Amie de Georges Sion et de Léo Moulin, elle collabora à la *Revue générale*.

Archives familiales. – Témoignages d'André Nève de Mévergnies, de sa veuve la comtesse Aloysia von Matuschka et de leurs enfants, Olga et Nicolas.

François-Xavier Nève de Mévergnies

**DE SCHUTTER, René**, Joseph, Alfred, pseudonyme occasionnel : JOS BURO ; économiste, syndicaliste, né à Koekelberg (Bruxelles) le 8 novembre 1930, décédé à Tuoro (Italie) le 11 mars 2005.

Issu d'une famille de la bourgeoisie catholique bruxelloise, il a connu une enfance rendue difficile par la mort prématurée de son père (directeur à la Société Générale) en 1938. Son parcours politique, intellectuel et professionnel est cependant atypique par rapport à son milieu d'origine. Alors que ses frères embrasseront l'un la carrière diplomatique, l'autre sacerdotale et que sa sœur travaillera

à l'Union minière, René De Schutter sera une figure importante du syndicalisme et l'un des précurseurs de ce que l'on nommera « altermondialisme ».

Après des études au Collège Saint-Pierre à Jette, il est docteur en droit (1953) et licencié en sciences économiques (1955) de l'Université catholique de Louvain. Au collège s'était éveillé son intérêt pour les humanités classiques et la littérature moderne. Ses études de droit le conduiront vers l'économie. Son orientation intellectuelle et politique se précise également pendant ses études universitaires, en particulier par la fréquentation du groupe Esprit de Bruxelles. Créés dans le sillage de la revue d'Emmanuel Mounier, les groupes Esprit étaient des lieux de rencontre et d'échange entre personnes issues de milieux différents mais de sensibilité de gauche. De Schutter fait des exposés dans le cycle d'études sur *Les pouvoirs réels en Belgique* organisé par Jules Gérard-Libois, fondateur du Centre de recherche et d'information socio-politiques (CRISP). Il y rencontre notamment Robert Leroy, Jean Ladrière, Xavier Mabilie, Marcel Liebman, François Perin... Il se reconnaît, à partir de cette période, dans un socialisme de gauche qui le conduit au syndicalisme et au journal *La Gauche* qui regroupait, autour d'Ernest Mandel, Ernest Glinne et Jacques Yerna, la gauche socialiste et syndicale.

René De Schutter travaille de 1955 à 1958 au Conseil professionnel du textile et, de 1959 à 1966, comme conseiller au service d'études économiques de la FGTB (Fédération générale du travail de Belgique). À ce titre, il est l'adjoint d'André Renard et participe aux travaux de la fameuse « commission Renard » qui prépara les congrès de la FGTB de 1954 et 1956. C'est ainsi qu'il publie dans les *Temps modernes* (n° 249, février 1967) un article intitulé *L'expérience belge des réformes de structure*. Il est ensuite élu, en 1966, secrétaire de la régionale Bruxelles-Hal-Vilvorde de la FGTB. Très proche de la forme de syndicalisme de la CGIL italienne (Confederazione generale italiana del lavoro), il établit des ponts et une collaboration étroite avec la gauche intellectuelle. Ayant conservé du « renardisme » un attachement pour l'indépendance syndicale, il se méfiait de la politisation des syndicats mais voulait, selon ses termes, « syndicaliser la politique ».

De Schutter se distingue principalement par l'intérêt prioritaire qu'il porte à l'immigration. Ayant noué des relations étroites avec les organisations de travailleurs immigrés, il est notamment à l'origine de la première manifestation de travailleurs immigrés clandestins à Bruxelles et de la première opération de régularisation de clandestins en 1974. Il rédige en 1979 le rapport d'orientation qui aboutit à la création, la même année, du Centre socio-culturel des immigrés de Bruxelles. Il joue également un rôle important dans l'accueil des réfugiés politiques. En particulier, après le coup d'État du général Pinochet au Chili en 1973, il est à l'initiative de la création du COLARCH (Collectif d'accueil pour les réfugiés du Chili). Il participe ensuite, dans le cadre de l'Association internationale des juristes démocrates, à la Mission internationale de juristes au Chili en avril 1974 dont il rédige le rapport, faisant état notamment de l'ampleur de la répression et de la situation syndicale, sociale et économique du pays sous la dictature.

Dans des communes bruxelloises, il organise des groupes impulsés par des militants syndicaux de manière à faire intervenir le syndicat dans des questions transversales qui concernent tous les habitants. Il élargit de cette manière la capacité d'intervention du syndicat aux luttes urbaines. Alors que sa fonction de secrétaire régional de la FGTB délimitait ses compétences au seul aspect interprofessionnel, il s'implique cependant dans les luttes ouvrières d'une période chaude, comme les grèves de Michelin et de Citroën en 1970, dans lesquelles les travailleurs immigrés apparaissent d'ailleurs comme les nouveaux acteurs des mouvements sociaux. Il suscite en conséquence la méfiance des centrales professionnelles dont c'était le domaine réservé et qui dominaient les instances du syndicat. Les rapports entre syndicat et immigration se trouvèrent ainsi profondément transformés. Dans sa conception, l'organisation des services du syndicat ne devait pas se limiter à un mode strictement administratif, mais privilégier les affiliés et devenir une sorte de « bureaucratie anti-bureaucratique ». Fatalement, ce mode de gestion devait se heurter aux contraintes financières. Les divergences politiques et les difficultés dans la gestion du service Chômage

l'amenèrent à ne plus demander le renouvellement de son mandat en 1977.

Pendant la décennie de 1966 à 1977 où il occupe cette fonction, René De Schutter rénove le secteur de la formation syndicale. Avec l'aide de chercheurs (psychologues, sociologues, économistes, chimistes...), et influencé surtout par les actions de formation des adultes développées à l'époque par Bertrand Schwartz à Nancy, il transforme profondément la formation des militants syndicaux dans un esprit de non-directivité imprégné de la période de Mai 68. Membre coopté du conseil d'administration de l'Université libre de Bruxelles de 1971 à 1977, il envisage, dans le prolongement de la formation syndicale, d'élaborer en coopération avec l'ULB une « université syndicale ». Bien que ce projet soit resté embryonnaire, il a impulsé de nombreuses initiatives d'ouverture de l'université aux classes populaires et aux adultes. En 1973, il préside un groupe de travail du conseil d'administration sur « l'ouverture de l'université ». C'est dans le prolongement de cette réflexion que l'université crée, à destination des adultes, une licence en travail social à horaire décalé à Charleroi et une licence en informatique et sciences humaines à Nivelles.

Par la suite, l'enseignement et la recherche occuperont une part grandissante de ses activités. De 1978 à 1982, il est chercheur au Comité pour l'étude des problèmes de l'emploi et du chômage (CEPEC), à l'ULB. Il participe dans ce cadre à des recherches sur l'industrie chimique et l'industrie de la construction, sur la formation professionnelle dans le Mezzogiorno en Italie et sur l'immigration. Il enseigne également à l'Institut supérieur d'architecture de l'État - La Cambre (gestion financière et économie), à l'Institut supérieur d'études sociales de l'État (économie régionale) et à la licence en informatique et sciences humaines de l'ULB (emploi et chômage).

Après son départ de la FGTB, il est parmi les premiers à aborder les débats Nord / Sud sur le thème « un autre monde est possible ». Il occupe la fonction de secrétaire général du Centre national de coopération au développement (CNCD) après avoir fondé en 1978 le GRESEA (Groupe de recherche pour une stratégie économique alternative), qui regroupera des personnalités syndicales et tiers-mondistes et qui sera son lieu d'ancrage

principal jusqu'à la fin de sa vie. Au sein du GRESEA principalement, mais également de la CIMADE (Comité inter-mouvements auprès des évacués) en France, il aborde avec la rigueur d'analyse et le sens pédagogique qui le caractérisent les questions de la dette du tiers-monde, du commerce international, des marchés financiers et des filières industrielles mondialisées.

À l'occasion d'un colloque sur le « renardisme » en 2003, organisé suite au décès de Jacques Yerna, René De Schutter entreprend, en hommage à son ami disparu, de réfléchir une nouvelle fois sur ce que fut cette forme spécifique de syndicalisme, dans lequel il s'était engagé et qu'il avait qualifié naguère, de manière paradoxale, de « jacobinisme syndical » (*Changer la société sans prendre le pouvoir*, Bruxelles, 2005).

Ce syndicaliste était cependant avant tout un économiste. Au lendemain de ses études, c'est en économiste qu'il aborde les questions du moment. Il publie un ouvrage intitulé *Le financement interne de l'économie du Congo belge* (Paris, 1957) et rédige un chapitre intitulé *Réflexions sur les problèmes structurels de la croissance économique au Congo*, dans un livre sur *La Belgique et l'aide économique aux pays sous développés* (Bruxelles, 1959). S'il s'est toujours voulu économiste, René De Schutter ne se concevait comme tel que pour réaffirmer la primauté de l'exigence démocratique sur la loi du marché. Son livre *Un cas de déterminisme social. La loi du 8 avril 1965 instituant les règlements de travail*, publié en 1967, en est une manifestation.

C'est cependant l'œuvre d'Antonio Gramsci qui le marquera le plus profondément, se conjuguant avec sa passion pour l'Italie. À partir de la notion gramscienne de « l'intellectuel organique » il construira sa posture « d'intellectuel collectif », qui caractérise bien son propre parcours. Il a comme préoccupation de ne jamais séparer l'action de la réflexion. Il conçoit en intellectuel l'action syndicale et en syndicaliste la réflexion intellectuelle. Il participe ainsi à la revue *Mai* (sous le pseudonyme de Jos Buro) animée par Marcel Liebman, qui parut de 1968 à 1973 et qui voulait établir une jonction entre gauche intellectuelle, syndicale et politique. Il est l'auteur de nombreuses publications du CRISP et d'ar-

tibles de revue. Son livre, *10 ans de textes à l'intérieur du syndicat* représente sans doute l'expression la plus accomplie d'une démarche qui aura consisté à porter sur la sphère publique les questions expérimentées dans les pratiques sociales.

Archives de l'Université libre de Bruxelles.

R. De Schutter, *10 ans de textes à l'intérieur du syndicat*, Bruxelles, 1979. – GRESEA, *In memoriam. René De Schutter*, Bruxelles, 2005.

Mateo Alaluf

**DESMET, Robert**, Ernest, Augustin, officier général aviateur, né à Gand le 11 janvier 1891, décédé à Saint-Josse-ten-Noode (Bruxelles) le 16 septembre 1983.

Robert Desmet est le fils d'Augustin et de Valentine De Lanier. Parmi ses ascendants, on compte un grand-père officier, Jean-Augustin Desmet, né le 28 novembre 1809 à Wacken, en Flandre occidentale ; il fut « soldat de la révolution », prit part aux combats de 1830 à Bruxelles et termina sa carrière militaire au grade de capitaine de première classe. Quant à Augustin Desmet, fils de ce dernier et père de Robert, il fit aussi une carrière d'officier qu'il termina au grade de major.

Robert Desmet passe son enfance dans sa région natale et fréquente les écoles locales. Dans la ligne de la tradition familiale, Robert Desmet fait le choix d'une vocation militaire. À l'âge de seize ans, il s'engage comme volontaire de carrière à l'École des cadets à Namur. À l'issue des études dans cet établissement, il entre comme élève, le 17 décembre 1908, à l'École militaire à Bruxelles, alors commandée par le général major Leman ; il est attaché à la 59<sup>e</sup> promotion Infanterie et Cavalerie. Nommé sous-lieutenant le 26 décembre 1910, il est désigné à la même date pour le 1<sup>er</sup> régiment de Ligne.

Désireux de devenir pilote d'avion, il est, en 1912, détaché administrativement au régiment du Génie, auquel est rattachée la première unité de l'Aéronautique militaire naissante. À l'issue de sa formation d'observateur aérien et de pilote d'avion, d'abord à l'école civile d'aviation de Sint-Job-in't-Goor (brevet civil

n° 102) puis à l'école française d'Étampes en juin 1914, il est affecté le 1<sup>er</sup> juillet à la Compagnie des Aviateurs.

Le sous-lieutenant Robert Desmet prend part aux opérations aériennes dès le début de la Première Guerre mondiale, en août 1914, avec la 2<sup>e</sup> escadrille stationnée à Namur. Parmi les confrères aviateurs de cette unité, il y a des personnages marquants : Jules Jaumotte, incontestable pionnier de la photographie aérienne de notre armée qui, après le conflit, prendra la direction de l'Institut météorologique de Belgique ; et Fernand Jacquet, as aux sept victoires homologuées, futur commandant très estimé du Groupe de Chasse, créé peu avant la fin du conflit.

Sous la pression des troupes allemandes, cette jeune unité aérienne quitte son stationnement namurois et, via la France, rejoint en septembre 1914 la position fortifiée d'Anvers, puis les Flandres et le front de l'Yser. Pendant quatre années, Robert Desmet, au sein de plusieurs unités, participe activement et efficacement aux opérations aériennes menées le long du champ de bataille et au-dessus de la région côtière franco-belge. Son allant, son ardeur lui valent plusieurs distinctions honorifiques et citations belges et alliées.

Par une lettre datée du 30 mars 1916 et signée par Charles de Broqueville, ministre de la Guerre du gouvernement belge en exil au Havre, le lieutenant Desmet est informé qu'il est nommé capitaine en second. Il terminera la guerre revêtu du grade de capitaine-commandant. Il est titulaire de huit chevrons de front qui attestent de sa participation ininterrompue à la campagne de Belgique 1914-1918.

Pour les services éminents rendus à notre armée mais aussi aux forces alliées du front de l'Yser, il est notamment cité, le 14 novembre 1918, à l'ordre du jour de l'armée française de Belgique : « Excellent commandant d'une escadrille divisionnaire. Par son autorité et sa compétence, a su obtenir des résultats splendides de son unité pendant l'offensive des Flandres en 1918 ». L'escadrille dont parle la citation française est la 6<sup>e</sup> escadrille d'observation créée en 1916 à Houthem-lez-Furnes. Le commandement de cette unité a été confié en 1917 au commandant Desmet, qui en écrira ultérieurement un historique détaillé dont sont tirées les quelques informations qui suivent.